

# Dans 20 ans, les agriculteurs français auront disparu !

TRIBUNE. Ancienne figure catalane de la résistance paysanne, l'écrivain Jean-Paul Pelras s'alarme de politiques qui détruisent l'agriculture.

*Par Jean-Paul Pelras*



Certains vont hausser les omoplates, d'autres vont crier au poujadisme. Et pourtant, force est de constater qu'après le textile et la sidérurgie, l'agriculture pourrait, à court terme, faire les frais de cette compétition déloyale qui déshabille Pierre pour habiller Paul sous le grand barnum du moins-disant social. Les faits et les chiffres sont là. Il ne reste plus que 437 000 agriculteurs en France. Dix fois moins qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale où, pour s'avitailier convenablement, il valait mieux connaître quelques cousins éloignés et autres apparentés domiciliés à la campagne. À bien y regarder, il s'agit du plus grand plan social qu'ait jamais connu l'histoire de France.

Négliger la place qu'occupe le paysan dans notre société revient à oublier un peu trop vite ce qu'il représente pour le devenir de nos populations. Plus de paysans, plus de nourriture ! Si l'équation peut paraître évidente, elle semble pourtant échapper totalement à ceux qui font de l'agriculteur leur cible idéale dès qu'il faut trouver un coupable aux pollutions, aux inondations, aux scandales alimentaires et aux déséquilibres environnementaux.

Mais attention, car, à ce jeu-là, ceux qui portent l'attaque finiront, hélas, par remporter la mise. Tout simplement, car le monde agricole est fatigué. Usé par trop de contraintes, par trop de mesures coercitives, par trop de normes inadaptées, par trop de difficultés financières, par trop de critiques injustifiées, il finira par envoyer valser le métier par-dessus les moulins en incitant ses propres enfants à choisir un autre destin.

C'est ce qui est arrivé aux arboriculteurs et aux maraîchers du Midi de la France impactés par les distorsions sociales, fiscales et environnementales consécutives à l'entrée de l'Espagne dans la CEE. Avec, pour couronner le tout, des accords bilatéraux plus ou moins officieux ratifiés entre les pays du Maghreb et l'Union européenne dans le cadre de ce que l'on appelait après le traité de Rome : « les eaux virtuelles de Méditerranée ».

Ou comment vendre du blé à ceux qui n'avaient pas les moyens d'irriguer en échange de productions fruitières et légumières produites dans des pays où il fallait, de surcroît, fixer les populations... Une stratégie qui fonctionna pendant un demi-siècle et qui s'essouffla à l'aune du Printemps arabe avec, le temps d'une inflation, des cours multipliés par trois et des greniers remplis jusqu'à la gueule qui n'ont pas suffi à sauver la mise de Moubarak, Ben Ali et autre Kadhafi.

### **L'agriculture française servira désormais de variable d'ajustement**

Aujourd'hui, le problème s'est déplacé, les céréaliers qui se souciaient fort peu du sort des maraîchers et des arboriculteurs sont confrontés à leur tour aux accords de libre-échange. Lesquels seront sans nul doute tôt ou tard ratifiés.

Voici quelques années, alors que j'occupais des responsabilités syndicales, j'interpellai, au cours d'un échange à l'Élysée, Jacques Chirac à la suite d'une mévente en tomates suscitée par les importations espagnoles. Sans hésiter, le président de la République me

**Vous lisez actuellement : Dans 20 ans, les agriculteurs français auront disparu !**

répondit : « Vous savez, la paix en Méditerranée..., personne ne s'y opposera ! » Au même moment, Aznar autorisait l'accostage de quelques navires militaires français au large de Gibraltar...

Avec le Ceta, le Mercosur et tous les accords nécessaires à la bonne évolution des relations géopolitiques, l'agriculture française servira désormais de variable d'ajustement. Du lait en provenance de Pologne, du porc en provenance d'Allemagne, de la viande argentine, des tomates marocaines, du vin chilien..., il va falloir s'y habituer. Tout simplement car, à partir de maintenant, nous serons toujours trop chers !

Alors, bien sûr, certains, pourtant soi-disant altruistes, rétorquent qu'il faut changer de modèle et tendre vers une « forme d'agriculture durable ». C'est oublier un peu vite qu'à l'horizon 2050 la planète totalisera 9 milliards de résidents. Notre pays, selon les démographes, comptera 74 millions d'habitants. Pouvons-nous envisager un approvisionnement de ces populations en dilettante, sans garantir en amont un potentiel de production digne de ce nom ? En d'autres termes, faut-il encourager le bricolage ou l'ambition ?

### **La nation de la gastronomie transformée en pays de la malbouffe**

Ce sont 74 millions d'habitants à nourrir chaque jour, y compris au cœur de ces métropoles où, bien évidemment, la notion de circuit court ne pourra jamais compenser la logistique mise en place pour acheminer les denrées en temps et en heure. Le moindre manque lié aux conditions climatiques, aux conflits sociaux, aux épidémies, aux problèmes de transports ou à une pénurie alimentaire susciterait, intramuros et en moins de 48 heures, une panique historique.

La tendance actuelle qui consiste à vouloir maîtriser les pratiques agricoles en adossant, comme ce sera le cas avec la future PAC, l'octroi des soutiens aux contraintes environnementales (pour la plupart inadaptées), précipitera la fin de notre agriculture française. Cette agriculture capable de déguster une assiette de tripoux ou un plateau de charcuterie à 8 heures du matin sur un foirail de l'Aubrac, tout en figurant le jour même au Herd Book des meilleures races à viande. Cette agriculture reconnue dans le monde entier pour ses vins, ses fromages, ses AOC, ses traditions et son savoir-vivre. Cette agriculture qui pourrait sortir des radars plus vite qu'on ne le pense, car stigmatisée par ceux qui, paradoxalement, ont transformé la nation de la gastronomie en pays de la malbouffe...

À votre avis, la batterie du **Nouveau KONA Hybrid** a besoin d'être rechargée :

En dénigrant et en sanctionnant nos agriculteurs pour obéir à certaines idéologies politiquement correctes, le discours qui consiste à vouloir changer de paradigme sans tenir compte des exigences démographiques risque d'impacter à très court terme l'équilibre alimentaire de notre pays. Parce que le jour où nous ne produirons plus suffisamment, le jour où nous dépendrons, pour nous nourrir, de marchandises importées de Chine ou des États-Unis, ce jour-là ceux qui critiquent nos paysans seront bien contents de trouver sur leur chemin celui qui n'aura pas encore déserté son champ.

Jean-Paul Pelras est écrivain, ancien syndicaliste agricole et journaliste. Rédacteur en chef du journal « L'Agri » des Pyrénées-Orientales et de l'Aude, il est l'auteur d'une vingtaine d'essais, de nouvelles et de romans, lauréat du prix Méditerranée Roussillon pour « Un meurtre pour mémoire » et du prix Alfred Sauvy pour « Le Vieux Garçon ». Son dernier ouvrage, « *Le Journaliste et le Paysan* », est paru aux éditions Talaia en novembre 2018.

## LA RÉDACTION VOUS CONSEILLE

- Vaccination : les boulets du système de santé français
- Lettre à certains journalistes : a-t-on encore « le droit » de ne pas vouloir se faire vacciner ?
- Vaccins : le micmac de la bureaucratie
- En route vers l'« Apocalypse cognitive »

SOCIÉTÉ

DÉBATS

**Vous lisez actuellement : Dans 20 ans, les agriculteurs français auront disparu !**